Covid-19 et risques associés aux restrictions aux exportations

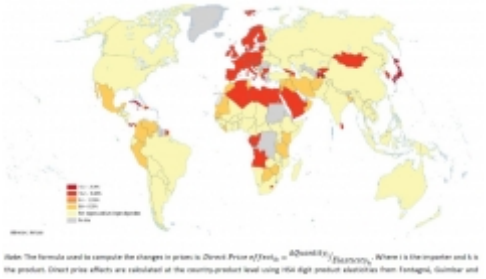
16 juin 2020

Dans un *Policy Research Working Paper* publié en mai (voir également ce billet de blog), une équipe de la Banque mondiale analyse les impacts potentiels de la crise sanitaire du Covid-19 sur les marchés alimentaires mondiaux, en matière de volumes exportés et de prix. Plusieurs facteurs, tels que la réduction du volume de travail (maladies, mobilité réduite, etc.) et les ruptures de chaînes logistiques, sont susceptibles de causer un choc d'offre négatif. Cependant, cette contraction initiale de l'offre pourrait aussi avoir des effets multiplicateurs si elle conduisait les pays à mettre en place, en cascade, des restrictions aux exportations pour s'isoler du marché mondial dans le but de sécuriser l'approvisionnement de leur marché intérieur. Ce phénomène bien connu des théoriciens des jeux a eu des précédents au cours des années 2008-2011, et a contribué directement à 30 à 40 % de l'accroissement total des prix pour certains produits alimentaires.

Pour estimer le choc d'offre initial au niveau mondial, les auteurs ont tenu compte de la réduction des exportations alimentaires chinoises, en janvier et février 2020, par rapport à leurs valeurs sur la même période en 2019. Ils ont ensuite fait l'hypothèse que le choc d'offre serait proportionnel au contenu en travail peu qualifié des exportations considérées, afin d'en déduire la réduction totale de l'offre de travail de façon différenciée selon les produits agricoles.

Les estimations des auteurs confirment le rôle multiplicateur important, de l'ordre de 3, des cascades de restrictions aux exportations agricoles et agroalimentaires. Un choc d'offre mondial similaire à celui analysé pour la Chine conduirait à une baisse des exportations en volume de – 12,7 %, et à une hausse des prix moyens de 4 %. En cas d'escalade des restrictions aux exportations, leur volume pourrait chuter de – 40 % et la hausse des prix atteindre + 12,9 %, avec des différences notables selon les produits : + 16,1 % pour les céréales, + 7,8 % pour le lait et les œufs, + 24,9 % pour les légumineuses, etc. Les premières victimes seraient les pays les plus dépendants des importations alimentaires (cf. figure), notamment au Maghreb, au Proche-Orient (Yemen, etc.) et en Asie centrale (Tadjikistan, Azerbaïdjan, etc.). Les auteurs soulignent ainsi l'importance de politiques commerciales coopératives et le besoin d'un suivi en continu des marchés alimentaires mondiaux.

Augmentations des prix pondérées par les volumes pour les pays dépendants des importations alimentaires, dans le cas du scénario d'escalade de restrictions aux exportations



Source : Banque mondiale

Julien Hardelin, Centre d'études et de prospective

Source : Banque mondiale